



Appel urgent avril 2024 Colombie

Nallely Sepúlveda et **Edison David**, la compagne et le frère de 14 ans du coordinateur humanitaire de la Communauté de Paix de San José de Apartadó (CdP), ont été abattus dans le village de La Esperanza, en Colombie. Trois mineurs dont le fils de Nallely, ont découvert les corps sans vie. Le coordinateur humanitaire de la CdP accompagnait son père à l'hôpital municipal d'Apartadó à ce moment. Il aurait pu subir le même sort sans ce déplacement. Tout porte à croire que les auteurs présumés appartiennent à des groupes armés illégaux qui, de longue date, s'en prennent à la population civile de la région. Avec l'assentiment de l'État ou à cause de sa négligence.

Tandis que le conflit armé qui se prolonge a emporté plus de 400 membres de la CdP, une récente visite gouvernementale dans la région n'a pas arrêté la violence. La preuve : Nallely et Edison ont été tués le lendemain de cette visite.

Les leaders de la CdP

Depuis presque 30 ans les membres de la CdP se déclarent neutres dans les conflits armés. Le 23 mars ils célébraient le vingt-septième anniversaire de cette neutralité. Cependant la violence continue de frapper implacablement. En particulier les leaders sociaux qui risquent leur vie pour protéger leur communauté. Parmi eux, **José Roviro López Rivera**, membre du conseil interne de la CdP, a consacré des efforts inlassables à la protection du territoire et à la préservation de l'environnement par l'agriculture biologique. Plusieurs dirigeants de la CdP ont été tués et son travail courageux l'expose à des risques, notamment des menaces de mort émanant de groupes paramilitaires. Pourtant Roviro n'a pas remis en question son appartenance au Conseil interne de la communauté.

L'initiative paysanne de résistance aux différents conflits armés en Colombie est devenue un point de référence pour la construction de la paix au niveau national et international. Cette communauté est située dans le nord-ouest du pays, au nord d'Antioquia et dans la région d'Urabá, appelée « le meilleur coin de l'Amérique du Sud ». Sa proximité avec les océans Pacifique et Atlantique, sa biodiversité et la richesse de ses terres en font un territoire convoité. Mais aussi une région

profondément marquée par des décennies de conflits armés.

Dans ce contexte, un groupe de 500 paysans a fondé la CdP le 23 mars 1997. Malgré la violence constante, ces personnes n'ont pas quitté le territoire et ont adopté les principes du droit international humanitaire, revendiquant leur statut de population civile et refusant de participer au conflit armé. Elles se sont engagées à ne pas porter d'armes, à ne pas coopérer avec les acteurs armés et à promouvoir des alternatives pacifiques à travers le dialogue et la négociation. En parallèle, elles ont défendu la terre et le territoire en promouvant la souveraineté alimentaire et des initiatives communautaires. Depuis vingt-sept ans, chaque attaque a été transformée en opportunité pour créer des alternatives pacifiques, refuser la logique de la guerre et chercher à résoudre les problèmes structurels qui engendrent la violence. La devise de la CdP est d'ailleurs « Transformer la douleur en espoir ».

La Colombie, le pays le plus dangereux pour défendre les droits de l'Homme

La Colombie demeure l'un des pays les plus dangereux pour les personnes défenseuses des droits humains et de l'environnement. Un rapport récent de la Commission interaméricaine des droits de l'homme le met en évidence. En 2023, 126 assassinats de défenseurs des droits humains ont été recensés en Amérique latine. La Colombie vient en tête. Les meurtres y sont passés de 26 en 2022 à 34 l'année suivante. Ces actes visent principalement les défenseurs de l'environnement, les leaders autochtones et afro-descendants.

Dès son accession au pouvoir en août 2022, le président Gustavo Petro s'est engagé à mettre fin à la violence contre les activistes. Mais ses actions se sont avérées insuffisantes. Malgré la ratification de l'Accord d'Escazú en octobre 2022 -traité régional obligeant le gouvernement à prévenir et à enquêter sur ces violences-, la plupart des coupables demeurent impunis.

L'ACAT appelle les autorités colombiennes à garantir un espace sûr pour tous les défenseurs des droits humains, en particulier ceux d'Apartadó. Des mesures de protection collectives doivent être adoptées pour identifier les causes structurelles de la violence et les risques que courent défenseurs et communautés. L'ACAT se mobilise avec le Réseau européen de solidarité pour la CdP. (ACAT France)